

Working Group XI

Working document 11

## **Groupe de travail IX « Simplification »**

Les membres du Groupe de travail IX « Simplification » trouveront ci-joint une fiche de réflexion : proposition pour une délimitation « législatif/exécutif » dans le système institutionnel de l'Union européenne

## **Fiche de réflexion : proposition pour une délimitation « législatif/exécutif » dans le système institutionnel de l'Union Européenne**

Un aspect important du mandat du groupe de travail est celui de délimiter, au sein du processus de décision au sein de l'Union, ce qui relève du législatif.

Bien que dans le système de l'Union il est difficile de procéder à une délimitation claire et nette, à l'instar de ce qui existe dans les systèmes nationaux, entre ce qui constitue le législatif et ce qui constitue l'exécutif, il est toutefois possible d'établir une délimitation plus claire par rapport à la situation actuelle. La présente note constitue un essai pour clarifier une telle délimitation.

Il est suggéré de considérer trois niveaux pour ce qui est de l'adoption des actes dans le cadre de la prise de décision au sein de l'Union européenne :

- 1) Actes législatifs: il s'agit d'actes adoptés sur la base du traité et qui définissent les éléments essentiels dans un domaine.
- 2) Actes « délégués »/ « subordonnés»: il s'agit d'actes qui développent des éléments de l'acte législatif dans le cadre tracé par celui-ci.
- 3) Actes d'exécution: il s'agit d'actes d'application ou de mise en œuvre des actes législatifs ou des actes « délégués »/ « subordonnés».

C'est l'acte législatif qui décide s'il est nécessaire de recourir à des actes « délégués/ subordonnés » et/ou à des actes d'exécution.

### **1) Actes législatifs**

- a) Définition : les actes législatifs étant ceux qui définissent les éléments essentiels dans un domaine, la portée d'un tel concept est à déterminer au cas par cas par le législateur. En conséquence, il appartient au législateur de déterminer jusqu'à quel degré de détail devraient aller les éléments essentiels dans un domaine déterminé, et dans quelle mesure ces éléments doivent faire l'objet de développement par le biais d'actes « délégués »/ « subordonnées ».

A contrario, les actes qui ne contiendraient pas les éléments essentiels dans un domaine, ne peuvent pas par conséquent être considérés comme des actes législatifs.

b) Procédure d'adoption: la codécision devrait être la règle générale pour l'adoption des « actes législatifs ». Toutefois cela n'empêche pas que le traité prévoit des exceptions dans certains cas en fonction de la nature du domaine.

c) Type d'actes : lois et de lois-cadre (ou aussi des « décisions redéfinies »<sup>1</sup>).

## **2) Actes «délégés »/« subordonnés ».**

a) Définition : les actes « délégués »/« subordonnés » sont des actes qui développent les éléments définis dans les actes législatifs (ou dans le traité dans certains cas)<sup>2</sup>, lorsque le législateur estime un tel développement nécessaire et dans le cadre de l'habilitation définie par celui-ci dans l'acte législatif.

b) Procédure: d'adoption : par le Conseil (majorité qualifiée) ou par la Commission selon les cas. Il faut aussi établir un mécanisme de contrôle de la part du législateur (ie. du Parlement et du Conseil lorsque l'acte législatif a été adopté en codécision) selon des modalités à établir (p.ex, le « call back »). Un tel mécanisme devrait être établi notamment pour ce qui est des cas où l'acte « délégué » ou « subordonné » dépasserait le cadre fixé par l'acte législatif.

b) Type d'actes : règlements, règlements-cadre ou des décisions.

## **3) Actes d'exécution**

a) Définition : il s'agit d'actes qui mettent en œuvre les actes législatifs ou les actes « délégués » ou « subordonnés ».

---

<sup>1</sup> Voir WD 5 : contribution de M. Piris

<sup>2</sup> Cette catégorie correspond également aux cas où c'est le traité lui-même qui établit les éléments essentiels dans un domaine et charge le Conseil ou la Commission d'adopter des actes qui les développent.

b) Procédure : le principe de base du traité est que l'adoption des actes de mise en œuvre appartient aux Etats Membres (art. 10 TCE). Lorsqu'une mise en œuvre par l'Union des actes législatifs ou « délégués / subordonnés » est nécessaire, conformément au principe de subsidiarité, la procédure est à, l'heure actuelle, celle prévue à l'article 202 du TCE : adoption par la Commission (la règle), avec ou sans un mécanisme de contrôle de la part des Etats membres (comitologie) ou par le Conseil (l'exception).

c) Type d'actes : règlement d'exécution ou décision d'exécution